



Dérogations en matière de temps de travail
sur base du règlement grand-ducal du 27 mars 2020 portant introduction d'une
dérogation à l'article L. 211-12 du Code du travail

Suite à la mention adoptée par la Chambre des Députés lors de la séance publique du 31 mars 2020 et suite à la demande de la sensibilité politique déléguée le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire présente le bilan suivant:

Pendant la période de l'état de crise 50 demandes ont été introduites

33 demandes concernant 32 entreprises ont été sanctionnées par une autorisation.

17 demandes ont été refusées (Eurofoil, SES, LuxGovSat, Howald Services, John Zink, MFS, FDM Luxembourg, Yolande COOP ARS exploitation, Computer Task Group, Deutsche Bank, Xpertiz, 7SEAS Orthodontics SA, Cteam Luxembourg, Toiture Claudy Paquais, Refa, Glaesener-Betz).

Parmi les 32 entreprises ayant obtenu une autorisation l'on retrouve:

- 2 entreprises de gardiennage
- 1 entreprise active dans la gestion des déchets
- 1 entreprise de transport aérien (2 demandes pour 2 départements différents)
- 2 hôpitaux
- 2 entreprises de transport de malades (air rescue)
- 24 entreprises / résidences du secteur aides et soins

Entreprises ayant reçu une autorisation

Salariés concernés/total de l'effectif :

1. Brink's	240/796
2. Dussmann Security	20/700
3. EEW (Sidor)	8/46
4. Hôpitaux Robert Schuman	160/2.310
5. Centre Hospitalier Emile Mayrisch	71/2.050
6. Servior	1.909/2.042
7. Zitha Senior	406/700
8. Zitha Services }	
9. Claire asbl	263/543
10. Yolande asbl	240/483
11. Fondation Autisme	115/180
12. Hôpital intercommunal de Steinfort	100/190

13. Hospices civils VDL	349/360
14. Jardins d'Alysea, maison de soins Crauthem	114/170
15. Op Lamp, Solucare S.A. Wasserbillig	92/148
16. Päiperléck, aides et soins à domicile/ résid. Seniors	42/260
17. An de wisen Bettembourg	12/210
18. CIPA Résidence Waassertrap	35/150
19. Elysis asbl, maison de soins Kirchberg	15/160
20. Jousefshaus Remich	8/150
21. Monplaisir assistance et soins, Mondorf	51/51
22. Tricentenaire asbl	10/245
23. Maredoc CIPA	15/103
24. Château de Colpach	76/104
25. Pescatore	14/325
26. Help	1.117/1.117
27. Croix Rouge	391/1.110
28. CR services	95/95
29. Cargolux (1)	32/2.185
30. Cargolux (2)	262/ 2.185
31. Anne asbl	165/165
32. Air Rescue asbl	20/57
33. Air Ambulance S.A.	13/84
Total :	6.460/17.289

A noter que le Ministère ne dispose d'aucune indication concernant le nombre d'heures qui ont effectivement été prestées en application de la dérogation prévue par le règlement grand-ducal du 27 mars 2020.

Concernant les mesures compensatrices, elles ne sont expressément détaillées que dans certaines demandes puisque l'article 3 du règlement en question dispose que la demandes doit contenir, « les cas échéant, les mesures compensatrices proposées aux salariés concernés ».

La plupart des demandeurs invoquent l'application du Code du travail respectivement de la convention collective applicable en cas de prestation d'heures supplémentaires.

D'autres précisent que par la suite des périodes de repos plus longues seront accordées et au cas où les périodes de repos plus longues ne pourraient pas être garanties, un jour de congé supplémentaire sera accordé aux collaborateurs concernés.

Finalement, il importe de noter que pas tous les salariés concernés par les demandes en question ont effectivement été amenés à porter leur durée de travail au-delà des limites posées par le droit commun.

En effet, certaines demandes avaient un caractère exclusivement préventif. Ces employeurs ont voulu se donner la possibilité de pouvoir réagir rapidement en cas d'aggravation subite de la situation et n'ont finalement pas été obligés de recourir à l'extension autorisée.